Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2011

Postures assignées, postures revendiquées

Jeunes en errance et accompagnement social

«Rootless» Young People and Social Support

François Chobeaux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5766>

DOI : 10.4000/jda.5766

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 115-128

ISBN : 978-2-953-95998-7

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

François Chobeaux, « Jeunes en errance et accompagnement social », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2011, mis en ligne le 09 mars 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5766> ; DOI : 10.4000/jda.5766

JEUNES EN ERRANCE ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

François CHOBEAUX*

François Chobeaux est travailleur social et sociologue. Après avoir été animateur et directeur de structures de loisirs et de vacances d'enfants et d'adolescents, il a été éducateur de rue dans la banlieue nord-ouest de Paris. Depuis 1989 il fait partie de l'équipe pédagogique nationale des CEMEA, un mouvement d'éducation nouvelle ancré dans l'éducation populaire. Il y est responsable des secteurs Social et Jeunesse, et de la revue *VST (Vie sociale et traitement)*. Son travail de recherche, centré sur les dynamiques d'insertion des jeunes, est conduit au plus près du terrain dans des logiques de recherche-action-expérimentation. Il porte sur la pédagogie des activités physiques à risques, sur les prises de risques des jeunes, et sur les dynamiques d'errance juvénile revendiquée. Il est aujourd'hui l'animateur du réseau professionnel national « Jeunes en errance ».

Depuis la publication de la grande fresque historique de Bronislaw Geremek (1987), la dichotomie qui sépare depuis longtemps en Occident les errants et les sédentaires est bien connue. Et il ne s'agit pas que d'histoire passée ; les différences locales effectuées en France entre les « bons clochards » et les « mauvais errants » objets depuis les années 1995-1998 des arrêtés « antimendicité », « antibivouac », le montrent bien. Plus

* Responsable du pôle Social-Jeunesse des CEMEA ; animateur du réseau national « Jeunes en errance ».
Courriel : francois.chobeaux@cemea.asso.fr

généralement, la dichotomie bon-mauvais appliquée aux usagers des structures du social est très souvent sous-jacente dans des discours professionnels reprenant inconsciemment certains des grands items que pointait Geremek : respect des convenances et des normes, adaptation du discours et des comportements, preuves de mobilisations personnelles...

L'attention publique charitable appliquée aux exclus se focalise sur le pauvre, le malheureux que l'on connaît, qui nous est proche, celui qui au fond nous ressemble tellement que ce pourrait être nous, moi, les années-chômage renforçant actuellement ce mécanisme avec l'affirmation souvent entendue comme évidente qui voudrait que « aujourd'hui tout le monde peut se retrouver SDF ». On connaît ainsi des micro-quartiers urbains qui ont « leur » SDF intégré, accepté, pour autant qu'il accepte de rester à sa place d'assisté. Le jour où celui-ci meurt au bout de sa dérive, les fleurs abondent sous le porche où était placé son matelas, car celui-ci était un « bon » SDF : respectueux, aidant, indiquant les places de stationnement libres, alertant les chalands de l'arrivée des poseuses de PV pour stationnement illicite, aidant les enfants à traverser les rues, et qui plus est « très propre » car il rangeait chaque matin ses affaires afin qu'elles ne traînent pas et jetait ses déchets dans les poubelles. La même attention publique est nettement moins généreuse envers cet autre SDF tout aussi sédentaire, mais en permanence alcoolisé, sale, revendicatif, qui semble ne rien faire pour exister socialement et pour tenter de « s'en sortir ». Pour celui-ci le passage du camion du SAMU social et les nettoyages du trottoir par les employés de la voirie afin d'enlever ses saletés sont les principales et presque les seules attentions publiques. L'attention publique est encore moins conciliante envers les groupes de jeunes punks avec leurs chiens, leurs bières, leur drogue, leurs ordures. Au mieux un peu de pitié pour ces pauvres jeunes, surtout si une jeune fille pas trop détruite vient demander aimablement une petite pièce en tenant un chien en laisse, au pire un rejet, attention, dangereux marginaux !

Quant aux errants, aux vagabonds... Une partie de l'histoire de l'occident est faite des rejets dont ils ont été l'objet, des sévices

qu'ils ont subis. Romanichels hier, « gens du voyage », zonards, « voyageurs » aujourd'hui, l'histoire se poursuit. La méfiance paysanne d'hier envers celui qui vient d'on ne sait où, sans feu ni lieu, voleur de poules, violeur de filles et brûleur de grange, s'est transformée en un rejet de celui qui n'est pas dans les normes sociales qui fondent implicitement notre société : la sédentarité avec un investissement fort de l'espace d'habitation, le travail régulier, investi et structurant, la famille nucléaire faite d'un couple stable, hétérosexuel, ayant deux enfants.

On parlera ici des « zonards », des « punks à chiens », cette nouvelle marginalité juvénile revendiquée qui se développe depuis le début des années 1990 en rejouant le perpétuel film des « mauvais pauvres » situés en dehors de la morale, des politiques publiques et des institutions habituelles du social. Les données utilisées ici ont été recueillies dans le cadre d'une recherche-action engagée en 1991 auprès de ce public, articulant des observations participantes avec des expérimentations de modes d'accueil et d'accompagnement social¹, évoluant ensuite vers l'animation d'un réseau national de professionnels et d'institutions au travail avec ces jeunes².

Une mise en question des normes professionnelles de l'accompagnement social

L'expérience collective de l'action sociale a peu à peu conduit à penser que, pour qu'un accompagnement social soit efficace, il faut qu'il se déroule dans une certaine durée, qu'il s'appuie sur une demande de la personne, et que cette demande initiale soit peu à peu transformée et construite en projet. Ce qui n'exclut pas les actions de courte durée, centrées sur un objet précis, mais on sait qu'alors on n'aura traité qu'un point technique et que nombre de questions resteront en suspens ou sous-jacentes. La nécessité de la demande préalable de la personne est une garantie de liberté pour

¹ François Chobeaux (2001, 2004, 2009).

² Les travaux de ce réseau sont disponibles sur : www.cemea.asso.fr/spip.php?rubrique375

les usagers ; on n'imposera pas d'accompagnement non désiré en dehors des mesures contraignantes liées à la protection des mineurs et des personnes vulnérables, et de celles récemment issues du volet parental des programmes de réussite éducative et de la loi de prévention de la délinquance. Quant à la notion de projet, elle montre bien la volonté que l'utilisateur soit engagé en tant qu'acteur conscient dans le dispositif d'accompagnement. Rien à redire de tout cela. Quoique...

La notion de durée prend-elle en compte les ruptures et les reprises ? Prend-elle en compte les déménagements, les itinérances, les errances temporaires ? Au début de la recherche-action sur l'errance, quand nous avons commencé à intervenir dans les festivals, durant plusieurs années nous étions quasiment la seule équipe au travail avec les jeunes que nous y rencontrions, et nous nous sommes aperçus que, de rencontres en rencontres, qu'elles soient assez rapprochées entre avril et septembre ou très éloignées durant l'hiver, nous reprenions avec certains les échanges interrompus à la fin du dernier festival où nous nous étions vus afin de les approfondir et d'aller plus loin. L'évidence est alors apparue que la discontinuité temporelle n'empêchait pas la cohérence du lien ni le suivi des personnes.

Peu à peu des équipes locales ont développé des actions de façon sédentaire et permanente, et dans cette génération pionnière nombre d'intervenants se connaissaient et échangeaient sur leurs pratiques, partageant questions et analyses à l'occasion de rencontres professionnelles. Ce qui fait que quand des jeunes « bougeaient », changeaient de ville, allaient dans un autre festival, ils y rencontraient des intervenants travaillant dans les mêmes logiques que ceux qu'ils avaient connus ailleurs, auparavant. Cette cohérence dans la discontinuité spatiale et relationnelle, liée à un évident partage de façons de faire et de considérer ce public, a permis à des jeunes de trouver des aides auprès de certains professionnels alors que le travail avait été engagé ailleurs, et qu'il pouvait même se poursuivre encore ailleurs et avec d'autres. Et pour cela pas besoin de fiches-navettes, de suivis de dossiers, de « référent », pas d'échanges entre nous sur tel ou tel jeune en

réunions nationales de synthèse, juste un partage des façons de penser et de faire appuyé sur des rencontres professionnelles régionales et nationales construisant une cohérence de réseau.

Poussons encore plus loin : cette possibilité d'accompagner dans une durée faite de discontinuités temporelles, spatiales et relationnelles bouleverse la relation classique établie entre le professionnel du social et l'usager, « son » usager, en rendant cet usager maître du jeu, alors que c'est habituellement le professionnel qui mène la partie ou qui croit la mener. Faire que l'usager soit au centre du dispositif d'accompagnement devient ici une réalité inattendue.

Identifier et faire préciser la demande initiale est le sésame habituel de l'ouverture d'un dossier d'accompagnement. Ce préalable est évident dans la logique de fonctionnement d'un service social « classique », auquel les usagers s'adressent quand ils ont besoin de conseils ou d'aide. Mais on connaît la méfiance que nombre de jeunes en rupture éprouvent vis-à-vis des services éducatifs, sociaux, et des professionnels qui y interviennent, avec probablement à l'origine de cette méfiance des passés sociaux personnels lourds, parfois également la conclusion de nombre de relations engagées qu'elles n'ont conduit à rien et qu'il est donc inutile d'en engager de nouvelles. Il y a aussi de la méfiance, parfois une saturation par trop de répétitions, vis-à-vis des questionnaires techniques très vite, trop vite administrés par les professionnels. Il en est alors souvent conclu, un peu rapidement, que ces jeunes-là n'ont pas de demandes... puisqu'ils ne viennent pas en formuler dans les formes attendues dans les lieux prévus pour cela. Et pourtant ils sont présents dans d'autres lieux où le social agit : structures d'accueil d'urgence et d'aide ponctuelle, accueils de jour, relation avec des équipes de rue... Et pourtant, même quand la rencontre se fait dans la rue avec les membres d'équipes mobiles, ils rejettent rarement l'offre de parole et d'échange. Rue ou lieux d'accueil, on constate que, peu à peu, une demande émerge parce que le processus est tout autre que dans le cas d'une demande formulée dans les normes au service *ad hoc*. Ici il aura fallu passer par l'établissement d'une relation humaine,

dépasser la seule empathie professionnelle souvent froide, au profit de l'établissement d'un lien plus chaleureux permettant aux jeunes de se sentir considérés d'abord comme des personnes. Agir pour que l'utilisateur soit sujet, préparer l'étape suivante qui sera peut-être l'aide sur un dossier particulier, ce n'est pas de la simple garderie sociale ni une action uniquement caritative ou humanitaire alors délaissable à des bénévoles, c'est déjà du travail social. Et s'il faut pour cela en passer par des mois d'échanges verbaux semblant superficiels et par le seul partage de tasses de café c'est que c'était nécessaire pour passer ensuite à ce qui sera possible, car ce n'est qu'une fois la reconnaissance réciproque installée que la personne peut alors prendre le risque de livrer plus d'elle-même et de demander un soutien. Pas avant.

Des projets, ces jeunes en ont beaucoup, le premier d'entre eux étant de continuer à vivre leur vie, éventuellement avec un peu plus d'autonomie matérielle : remettre un camion en état de marche et l'aménager pour en faire un habitat mobile, passer le permis de conduire, trouver où « se poser » à la campagne...

Ce jeune couple usager des services d'un centre de soins aux toxicomanes a un projet : retaper un camion pour en faire à la fois un habitat mobile et une boutique à crêpes présente dans les festivals.

Leur stabilisation sociale est bien amorcée, leurs rapports aux toxiques sont régulés. Ce projet, proposé en contractualisation pour le RMI, est rejeté par l'agent instructeur puis par la Commission locale d'insertion. Il a fallu aller plaider leur cause en commission départementale pour qu'ils aient une réponse positive.

Émergent également peu à peu, au fil du temps des relations, des projets de transformation de soi : engager et prendre en main le traitement d'une maladie virale, démarrer une démarche de substitution des opiacés... Tout ceci ne se demande pas n'importe quand, ni à n'importe qui. Parler d'un projet de camion qui permettrait plus d'autonomie et de confort ne se fait pas immédiatement lors de la constitution d'un dossier d'allocation sociale, parler d'une maladie virale non traitée nécessite d'être certain que son interlocuteur ne commencera pas par faire la morale sanitaire, parler de sa dépen-

dance aux opiacés ou à l'alcool nécessite que l'interlocuteur sache qu'on n'en consomme pas pour jouer, ou juste pour le plaisir, et que si on avait pu s'arrêter seul on l'aurait fait. Voilà tout le champ de la confiance initiale puis de la connaissance de l'autre, du professionnel, qui apparaît dans toute sa nécessité. Ne pas porter attention à ces réalités conduit rapidement les usagers à construire et à produire de faux projets pour être dans le cadre, dans la norme, dans ce qu'ils pensent être ce qui va animer leur interlocuteur : la sempiternelle demande d'un emploi, d'un logement, assignant alors les travailleurs sociaux à un rôle stéréotypé et induisant une relation sans bases réelles où au moins il n'y a pas le risque de se retrouver face à soi. Éviter d'entrer dans ce jeu menteur-menteur est essentiel, tout en étant attentif à la demande toujours possible, réelle, légitime, réfléchie, de retour à la normalité.

Enfin, il est nécessaire de savoir que ce projet-là, qui paraissait si bien engagé avec ce jeune tellement mobilisé dessus, va peut-être capoter demain, soit parce que l'on aura voulu aller trop vite, soit parce que lui-même aura inconsciemment cassé ce possible qui se profilait pourtant si bien tellement il a vécu auparavant d'échecs avec d'autres possibles qui se profilaient tout autant avant de disparaître dans de multiples impossibilités. Accompagner les jeunes en errance dans leurs projets n'est pas naviguer sur un long fleuve tranquille car rien n'est linéaire dans leurs parcours, donc dans leur accompagnement.

Une mise en question des normes sociales de l'insertion

Accompagner, est-ce reconduire dans les normes, ou aider à tracer son chemin ? Quelle est la demande de réinsertion, de réinscription, s'il y en a une ? De qui émane-t-elle ?

Un retour critique sur la trilogie habiter-travailler-faire famille au filtre des normes inconscientes ou sous-jacentes qui la structurent est nécessaire.

Les textes des baux locatifs disent clairement ce que doit être la normalité : garnir de meubles meublants, ne pas générer de troubles du voisinage, entretenir, assurer, « occuper les lieux en bon

père de famille ». Les programmes publics d'aide au logement disent tout aussi clairement ce qu'est l'aboutissement, l'idéal : du banc ou du squat à l'accueil de nuit, du simple lit de dortoir à la chambre partagée en collectivité, puis de la chambre individuelle au studio en ville dans le cadre d'un CHRS « éclaté », du bail glissant au vrai statut de locataire, et enfin l'accès possible à la pleine propriété de ses murs grâce à la maison à 100 000 euros du programme Borloo-Boutin. Faire de la France un pays de propriétaires est un programme d'encadrement majeur des populations par les droites au pouvoir depuis le XIX^e siècle, et être propriétaire de son habitat est aujourd'hui présenté comme la condition nécessaire pour pouvoir « vraiment » vivre.

Il a été très difficile de faire comprendre à ce jeune homme, bâtisseur de sa maison (plutôt une efficace cabane) dans un arbre, qu'il n'avait strictement aucune chance de se voir attribuer une aide personnalisée au logement qui aurait compensé partiellement le « loyer » qu'il payait au propriétaire du bois où se situait l'arbre...

Une autre norme implicite apparaît dans la conception même des appartements à destination sociale, et dans la présentation des formulaires de demande d'attribution de ceux-ci. Il y a là une mise en place matérielle, comme une consécration et en même temps une contrainte à s'y conformer, de la famille réduite à sa plus simple expression : un couple et ses enfants. Et encore, le nombre d'enfants gagne beaucoup à être situé dans la nouvelle moyenne nationale de deux, car il y a bien peu d'appartements permettant d'accueillir des grandes fratries confortablement et dans la durée de leur grandissement. Quant à souhaiter emménager avec la disponibilité d'espaces destinés à une cohabitation plurifamiliale, à ses parents vieillissants, à un proche handicapé physique... Pourquoi, alors qu'il y a des institutions d'accueil spécialisées pour cela ?

Quand on installe en appartement « en ville » des jeunes dans une perspective de prise de distance avec la vie de la rue, ils y vivent d'abord comme en squat : une pièce centrale pour dormir et vivre, et ce qui était prévu comme chambre comme débarras, dépôt,

décharge. « Occuper bourgeoisement les lieux » disent des règlements de copropriété...

Le rapport au travail est le second élément clé des valeurs de la normalité. Les religions judéo-chrétiennes l'enseignent depuis longtemps : le travail est la punition que Dieu a imposée à Adam et Ève en expiation du péché originel en les chassant du paradis. Comme nous sommes leurs enfants la punition et son corollaire, la sanctification, se poursuivent, notre future place au paradis en dépendant pour partie. Dans cette logique le travail n'est pas qu'une simple nécessité matérielle contingente mais bien un acte religieux et spirituel à investir comme tel, et celui qui ne s'engage pas dans cette voie se met donc en dehors de la communauté. Autre point de vue, avec le même aboutissement concret sur la valeur travail, le matérialisme marxiste montre que dans la société capitaliste le travail fonctionne comme une aliénation pour les travailleurs, ceci au plus grand profit des détenteurs des moyens de production qui peuvent s'en partager la plus-value. Et ce ne sera que par le dépassement de cette aliénation, par l'investissement conscient dans un travail devenu émancipateur et libérateur, que les travailleurs pourront parvenir à renverser les cadres économiques et mentaux et ainsi révolutionner la société. Troisième source permanente d'idéologie, les morales des *Fables de La Fontaine* qui sont une des bases de la morale républicaine enseignée par l'école publique. Leur glorification d'un apparent bon sens, leur validation des vérités parfois dures de la nature, ne pouvait ignorer le travail. « La cigale et la fourmi », « Le laboureur et ses enfants » sont autant de preuves que le travail paye, avec une conclusion claire de la leçon : gagner sa vie à la sueur de son front est éminemment respectable.

Panneaux publicitaires, métro parisien, hiver 2005-2006. Une jeune femme en trek en Asie, un jeune homme plongeur au milieu des poissons multicolores. Les bandeaux des panneaux : Nadine, assistante de direction en intérim chez X. Patrick, électricien en intérim chez X.

Qu'on se situe dans la sphère de la croyance religieuse, dans celle des lendemains qui chanteront un jour ou dans celle de la morale populaire et républicaine, le travail est donc central et obli-

gatoire car il construit la vie en lui donnant un sens. Et celui qui n'en a pas, ou qui l'a perdu, en souffre réellement et pas uniquement pour d'évidentes raisons financières, car l'ensemble des cadres mentaux de la société l'a mis au centre de notre organisation et que ceci est implicitement perçu comme naturel.

Les représentations de la famille et sa mise permanente en avant comme étant la base de la société forment le troisième pied de l'idéologie de la normalité. Le secteur de la publicité en propose de très beaux exemples, trois grands secteurs étant pour cela à observer de près : les assurances, les biens coûteux (voiture, maison), les produits alimentaires. Toutes ces images du bonheur à construire ou à préserver montrent la même structure familiale : un couple hétérosexuel avec les incontournables deux enfants, de préférence un de chaque sexe. Les seules personnes extérieures à ce noyau familial qui apparaissent parfois dans les images sont les grands-parents, mais on est alors en vacances chez eux ou ils sont de passage chez les enfants, et les copains présents pour un repas ou une soirée, pas plus, s'il s'agit d'un jeune couple qui n'a pas déjà enfanté mais il ne faut pas tarder.

Une marginalité en actes inacceptable pour la morale politique

On peut comprendre que certains ne soient pas attirés par ces modèles imposés. Leur parcours de vie sera alors encore plus compliqué s'ils souhaitent emprunter d'autres chemins, ceci non seulement parce que les normes idéologiques de l'insertion les stigmatiseront alors en permanence, mais en plus parce que des professionnels de l'action sociale, naïfs et généreux, agissant pour le bien des autres, s'en feront auprès d'eux les agents efficaces et inconscients. Il arrive en effet que les normes idéologiques de la bonne insertion soient véhiculées et mises en œuvre par ceux-là mêmes qui travaillent sur l'exclusion.

Et pourtant il existe des formes de vie qui dévient de cette normalité et qui font même l'objet de présentations et d'analyses les situant à l'avant-garde de l'innovation sociale.

Les habitats collectifs autogérés se multiplient chez les marges « bobos », des présentations techniques en sont maintenant faites dans des revues d'architecture. Réunion de plusieurs familles dans le même lieu avec des espaces privatifs et des espaces collectifs techniques (buanderie, atelier...) et conviviaux (salon, espace central de vie...), quelle différence avec les tentatives de vie communautaire construites par des ex-errants dans des anciens bâtiments agricoles ?

Le rapport distancié au travail se développe fortement dans les mêmes milieux avec une utilisation maîtrisée et constructive de l'intérim, de l'intermittence, la recherche de contrats en CDD permettant de partir ensuite six mois, un an, afin de découvrir la planète. Quelle différence avec la recherche seulement financière d'un boulot temporaire quand le besoin se fait trop pressant ?

Les recompositions familiales produisent de nouvelles familles élargies, les ascendances et cousinages étant remplacés par des croisements et des continuations parentales de liens successifs. Ces « nouvelles familles » sont-elles si différentes des rêves marginaux de vie communautaire, d'enfants élevés à plusieurs ?

La différence se situe probablement dans le statut des personnes, parfaitement intégrées d'une part, revendiquant la rupture pour les autres. C'est peut-être que, si une sorte de marginalité soft, un ersatz de marge chez ceux qui en auraient juste la parure étaient acceptables car fondamentalement non dangereux pour la société, la mise en acte du principe de marginalité par les errants actifs interpellait trop centralement les références sociales dominantes.

Cette mise en acte fait que ce public échappe aux cadres descriptifs et militants de la sociologie de la domination. Refusant les étiquettes de pauvres, de rejetés, de clochards, ne produisant pas de discours de plainte liée à une perte de logement, d'emploi, ils ne peuvent pas être directement inclus ou mobilisés dans la grande cohorte des victimes de la crise, à moins d'être assignés malgré eux à la catégorie des dominés inconscients de leur statut réel. Une étude fine de leurs origines familiales, des dynamiques intra-familiales et des déterminants de leur départ dans l'errance montre

d'ailleurs que les déterminants économiques directs ne sont pas actifs ici.

Cette jeune punk présente une coiffure curieuse. La crête identitaire est certes bien en place, mais on voit aussi une récente repousse de cheveux à la place d'un crâne bien rasé. Interpellée en plaisantant sur l'aspect négligé de sa coiffure, elle explique que dans trois semaines elle va au mariage de sa sœur « et tu comprend, je peux pas y aller comme ça ! ». Sa sœur est caissière, son grand frère qui sera également présent est chauffeur-livreur.

Deux questions en conclusion

L'actuel développement de cette forme de marginalité interroge bien entendu le travail social dans la façon dont il est mis en œuvre, donc dans les présupposés qui le construisent. Est-il là pour aider, pour accompagner les personnes sur les chemins qu'elles souhaitent, ou pour systématiquement viser à réintégrer ? Action sociale, ou cohésion sociale ? Ceci sans pour autant produire une nouvelle idéologie professionnelle du « droit à la différence », interdisant alors dans une posture politiquement correcte d'interroger chacun sur ce qui fait qu'il est tel qu'il est et sur la lucidité et la légitimité de ses choix.

Mais le travail social n'est qu'un outil de la société. Il est alors nécessaire de s'interroger collectivement sur le modèle de société que nous voulons : une société unique, construite sur des cadres philosophiques et politiques partagés, ou une société multiple, société des individus faite d'autant de chemins particuliers ?

Et entre le système norme-marge et un éclatement en société des individus, y a-t-il un possible ?

Aujourd'hui le travail social est assigné à la reproduction d'une société unique, même si la réalité des personnes montre qu'une nouvelle domination s'installe alors, le plus souvent à la satisfaction générale. Aucun débat n'existe sur cette assignation, à part celui de son irréalisme technique face à la pénurie d'emplois et de logements. Ce qui fait que, pour autant qu'on les écoute sans cependant les assigner en les enfermant dans leur image, les jeunes

en errance sont alors un formidable interpellateur des idéologies sociales contemporaines.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- GEREMEK B., 1987. La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours. Paris, Gallimard
- CHOBEAUX F., 2001. *L'errance active*. Rueil-Malmaison, Éditions des Actualités sociales hebdomadaires.
- CHOBEAUX F., 2004 [1996, Actes Sud]. *Les nomades du vide*. Paris, La Découverte.
- CHOBEAUX F., 2009. *Intervenir auprès des jeunes en errance*. Paris, La Découverte.

Résumé

L'arrivée des « jeunes en errance » sur la scène sociale française depuis le début des années 1990 a conduit à questionner les objectifs et les pratiques de l'accompagnement éducatif et social.

Cette population qui revendique son statut, qui met en avant son état comme étant un choix lucidement effectué, est évidemment assez inadaptée aux cadres conceptuels et professionnels qui structurent l'action sociale, construits sur le manque ou la souffrance exprimée et conduisant à des démarches d'aide finalisées sur la réintégration sociale et professionnelle.

Travailler avec ce public nécessite de revisiter ces références construites sur une sociologie de l'exclusion et de la domination au profit d'une sociologie de l'acteur, de poser en postulat l'acceptation comme vraie et légitime de la revendication de marginalité, et d'accepter d'accompagner sur des chemins non balisés ne conduisant pas forcément à une insertion sociale « classique ».

Mots-clefs : idéologie de l'insertion, normalité sociale, marginalité active.

Summary

« Rootless » Young People and Social Support

The emergence of « rootless young people (jeunes en errance) » on the French social scene at the beginning of the 1990s has led to a questioning

of the objectives and practices of educational and social support. This population, which asserts its status to be the result of a lucidly made choice, is obviously rather unsuited to the conceptual and professional frameworks which structure social policy, the latter being constructed on the basis of a lack or the expression of suffering and leading to forms of assistance focused on social and professional reintegration. Working with this group necessitates a re-visiting of references based on a sociology of exclusion and domination in favour of a sociology of the actor, and postulating an acceptance of the claiming of marginality as real and legitimate, and accepting to support individuals on uncharted routes that do not necessarily lead to a « classic » form of social integration.

Key-words: ideology of integration, social normality, active marginality.

* * *